L'école aussi est une proie pour l'OMC !

En 1998, à la demande du Conseil pour le commerce des services, le secrétariat de l'OMC a constitué un groupe de travail chargé d'étudier les perspectives d'une libéralisation accrue de l'Éducation. [...] Le rapport se réjouit de la déréglementation croissante du secteur éducatif européen (surtout dans l'enseignement supérieur), félicitant au passage les autorités du Royaume-Uni qui ont, dès les années 80, entrepris « un mouvement d'abandon du financement public au profit d'une plus grande réponse au marché couplée à une ouverture accrue sur des mécanismes de financement alternatifs. »

« Les 135 pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) avaient rendez-vous du 30 novembre au 3 décembre 1999 à Seattle, aux États-Unis, pour fixer le contenu d'un nouveau cycle de négociations commerciales internationales qui doit démarrer en ce mois de janvier 2000 – d'où son nom de Millenium Round (1). »

« La proposition de l'Union européenne de négocier sur des échanges liés à toutes formes d'investissement et le souhait américain d'ouvrir les marchés publics européens peuvent se traduire par une obligation d'ouverture commerciale sur des domaines comme la santé, l'éducation ou l'énergie, en plus de l'alimentation concernée par les négociations agricoles (2). »

A Seattle, plus de 1 200 organisations de 85 pays ont imposé un recul à l'OMC. Mais ce n'est que partie remise, car l'enjeu économique est extrêmement important. L'OMC propose, en effet, « d'aller encore un peu plus loin sur la voie de la libéralisation en plaçant au cœur de cette logique d'une ouverture toujours croissante deux secteurs hautement sensibles : les services et l'agriculture. Le premier fait de ce round du Millenium le cycle le plus ambitieux depuis que les négociations ont commencé il y a cinquante ans, car il s'agit ni plus ni moins d'ouvrir définitivement à la concurrence une activité qui représente 60% de la richesse mondiale produite chaque année (3). »

Le « Cycle du Millénaire » devrait libéraliser à outrance le marché de l'éducation et de la formation d'après Nico Hirtt, animateur, en Belgique, de l'association

« Appel pour une école démocratique », qui publiera prochainement *Les Nouveaux maîtres de l'École, L'Enseignement européen sous la coupe des marchés* (4). Il écrit entre autre : « [...] En 1998, à la demande du Conseil pour le commerce des services, le secrétariat de l'OMC a constitué un groupe de travail chargé d'étudier les perspectives d'une libéralisation accrue de l'Éducation. Dans son rapport (classé « restricted », mais néanmoins disponible sur Internet), ce groupe insiste sur « le rôle crucial de l'éducation dans la stimulation de la croissance économique ». Il souligne le développement de l'apprentissage à distance, « un créneau très dynamique, qui bénéficie du développement de nouvelles technologies de l'information et des communications ». Il salue la multiplication des partenariats entre des institutions d'enseignement et des entreprises (comme la *Western Governors' University*, fondée par 17 gouverneurs d'États américains avec la collaboration de sociétés comme IBM, AT&T, Cisco, Microsoft, et Thomson International). Enfin, le rapport se réjouit de la déréglementation croissante du secteur éducatif européen (surtout dans l'enseignement supérieur), félicitant au passage les autorités du Royaume-Uni qui ont, dès les années 80, entrepris « un mouvement d'abandon du financement public au profit d'une plus grande réponse au marché couplée à une ouverture accrue sur des mécanismes de financement alternatifs (5). »

Il ne s'agit là que des réflexions d'un groupe de travail ? Comme l'écrit Martin Khor dans *Le Monde diplomatique*, « à l'OMC, comme au GATT, la création d'un groupe de travail n'est jamais innocente : puis-

samment impulsée par la bureaucratie de l'Organisation, elle enclenche un engrenage dans lequel se trouvent vite pris les gouvernements participants. Très rapidement, la question n'est plus de savoir si l'on est pour ou contre les objectifs affichés dans son intitulé, mais bien comment atteindre ces objectifs (6). »

Je laisserai le soin de conclure à José Bové qui déclare, parlant de la participation de la Confédération paysanne aux manifestations anti-OMC de Seattle : « Elle exprimera sa vision de l'agriculture et de l'alimentation au côté de ceux qui défendent le respect du droit du travail, l'environnement, les services publics pour l'éducation, la santé, la protection sociale et le respect des identités culturelles. Du local à l'international, face à de tels enjeux de société, il est impossible de gagner seul (7). »

A nous d'en tirer les leçons !

Jean-Marie Fouquier

(1) Christian Chavagneux, *Un tour pour rien, Alternatives économiques*, n° 176, décembre 1999.

(2) Christian Chavagneux, op. cité.

(3) Laurence Camarel et Serge Marti, *L'OMC pour tous et chacun pour soi, Le Monde économie*, n° spécial, 23 novembre 1999.

(4) Nico Hirtt, *L'École sacrifiée*, EPO, 1996
Nico Hirtt et Gérard de Selys, *Tableau Noir*, EPO, 1998.

(5) Nico Hirtt, « hyperlink <http://users.skynet.be/aped> »,

(6) Martin Khor, *L'OMC, fer de lance des transnationales. Un gouvernement mondial dans l'ombre, Le Monde diplomatique*, mai 1997.

(7) José Bové, *Le Monde diplomatique* n° 547, octobre 1999.